

Burundi : Difficile accès au traitement des infections opportunistes

IRIN/PlusNews, 12 août 2010 BUJUMBURA - Des milliers de Burundais vivant avec le VIH n'arrivent pas à obtenir les médicaments nécessaires au traitement des infections opportunistes depuis que le système mis en place pour leur fournir des soins gratuits n'existe plus. Au cours de deux dernières années, le Conseil national de lutte contre le sida (CNLS) a fourni des soins médicaux gratuits à quelque 22 000 membres du Réseau burundais des personnes vivant avec le VIH/SIDA (RBP+), selon les estimations. Dans le cadre de ce système, les membres se voient délivrer des cartes leur permettant d'obtenir gratuitement des traitements, qui sont ensuite facturés au RBP+. Mais depuis l'arrivée au terme de l'accord en avril 2010, l'accès à ces médicaments essentiels est difficile.

D'après une femme qui a requis l'anonymat, les cartes sont désormais presque inutiles. « Je recevais du Bactrim [trimoxazole, un antibiotique prophylactique destiné à prévenir les infections] et d'autres médicaments gratuitement ; les factures d'hôpital étaient prises en charge ; maintenant je dois tout payer. Ils [le RBP+] nous disent que les financements se sont arrêtés », a-t-elle dit. Trop pauvres pour payer Dôo Kameya, responsable de la branche du RBP+ de la province de Rutana, dans l'est du pays, a dit à IRIN/PlusNews que sur les 500 personnes séropositives recensées dans la région environ 350 devaient maintenant prendre en charge elles-mêmes leurs soins médicaux. "Si une personne vivant avec le VIH va à l'hôpital pour des soins et se fait prescrire une ordonnance, si elle a les moyens de payer les médicaments, ça va, sinon, elle meurt, tout simplement », a-t-il dit. « A présent, nous n'avons aucun endroit où aller pour obtenir du soutien pour [ces personnes] ». Rose Nyandwi, coordinatrice santé dans la province de Ngozi, dans le nord, a dit que les populations de sa province ne pouvaient pas se payer les tests requis pour déterminer leur éligibilité aux médicaments antirétroviraux (ARV). « Nous orientons [les patients] pour qu'ils fassent des tests mais parfois nous attendons en vain qu'ils nous rapportent les résultats. Avec des taux de CD4 [mesurant la résistance du système immunitaire] aussi bas que 50 ou 100 ils restent à la maison et meurent », a-t-elle dit. Sylvain Ndayikengurukiye, chargé de communication du CNLS, a noté que le CNLS avait récemment demandé aux structures sanitaires de continuer à offrir un soutien médical gratuit aux patients vivant avec le VIH et à transmettre les factures pour paiement, avec des preuves que les services avaient été utilisés pour des personnes vivant avec le VIH. Mais M. Kameya a dit qu'en l'absence de directives officielles, les centres de santé avaient refusé d'appliquer cette mesure. PharmacieLe problème est aggravé par la pénurie actuelle de Bactrim et d'autres médicaments destinés à soigner les infections opportunistes. A l'hôpital Prince Régent Charles, dans la capitale Bujumbura, le stock de Bactrim de la pharmacie de l'hôpital atteint des niveaux dangereusement bas. « S'il n'y a pas de nouvel approvisionnement, nous ne couvrirons pas ce mois [août] », a dit Dominique Surwavuba, responsable de l'unité VIH de l'hôpital. Il a ajouté que l'unité était normalement approvisionnée chaque mois par le gouvernement, mais qu'en juillet, il n'y avait pas eu de livraison. « Sur une liste de 46 médicaments que le Conseil [CNLS] est censé fournir à l'hôpital, seuls cinq sont disponibles ; un patient a peu de chances de l'obtenir », a dit Mme Nyandwi. D'après M. Ndayikengurukiye, la pénurie est due au fait que tous les patients, et pas seulement ceux vivant avec le VIH, prennent des médicaments pour les infections opportunistes. « Prenez la toux ; n'importe quel patient peut tousser, même sans avoir le VIH », a-t-il dit. Les médicaments fournis aux centres de santé sont utilisés aussi pour les autres patients ; c'est la raison pour laquelle les stocks sont parfois épuisés. « Nous devons nous assurer que les stocks destinés aux personnes vivant avec le VIH leur servent réellement », a-t-il ajouté. Le CNLS estime que sur les 59 000 Burundais ayant besoin d'ARV, seuls 10 000 en reçoivent. Le Burundi se bat pour financer son programme ARV depuis le rejet de sa demande de subvention auprès du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, en 2008. [FIN]